

Thomson, Robert, *Green Gold : Bananas and Dependency in the Eastern Caribbean*. Londres, Latin American Bureau, 1987, 103 p.

Peet, Richard, *Manufacturing Industry and Economic Development in the SADCC Countries*. Uppsala-Stockholm, The Scandinavian Institute of African Studies – The Beijer Institute, Coll. « Energy Environment and Development in Africa », no . 5, 1984, 131 p.

Williamson, John, *A new SDR Allocation?* Washington (D.C.), Institute for international Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 7, March 1984, 64 p.

Frank Davidson

---

Volume 20, Number 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702558ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702558ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Davidson, F. (1989). Review of [Thomson, Robert, *Green Gold : Bananas and Dependency in the Eastern Caribbean*. Londres, Latin American Bureau, 1987, 103 p. / Peet, Richard, *Manufacturing Industry and Economic Development in the SADCC Countries*. Uppsala-Stockholm, The Scandinavian Institute of African Studies – The Beijer Institute, Coll. « Energy Environment and Development in Africa », no . 5, 1984, 131 p. / Williamson, John, *A new SDR Allocation?* Washington (D.C.), Institute for international Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 7, March 1984, 64 p.] *Études internationales*, 20(3), 734–737. <https://doi.org/10.7202/702558ar>

---

Tous droits réservés © Études internationales, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

donc de se prêter aux analyses sectorielles. Trois chapitres de ce livre sont consacrés à des applications de ce type. Dixit (chap. 6) et Baldwin et Krugman (chap. 7) modélisent respectivement la concurrence oligopolistique dans les industries de l'automobile et des ordinateurs aux États-Unis et au Japon afin d'analyser les impacts en bien-être de politiques commerciales. Feenstra (chap. 5) considère l'industrie du camion léger aux États-Unis et analyse les changements en bien-être dus à l'importation de véhicules japonais ayant des caractéristiques différentes de celles des biens domestiques.

Ce volume montre que les vérifications empiriques en commerce international sont aujourd'hui entrées dans une seconde phase. Alors que dans un premier temps, la recherche s'est employée à vérifier directement les propositions théoriques, les difficultés rencontrées font qu'aujourd'hui les méthodes empiriques se sont diversifiées et deviennent plus sophistiquées (dualité), utilisent des données désagrégées (commerce intra-industrie) et prennent en compte des hypothèses plus réalistes.

En rassemblant autant les approches empiriques traditionnelles que les plus récentes, ce volume donne une excellente vue de l'état de la recherche dans ce domaine difficile du commerce international. Il démontre que même si la vérification d'une théorie est souvent plus difficile que son élaboration, les méthodes empiriques ne manquent pas pour nous permettre de mieux identifier les véritables forces économiques dans un monde de plus en plus interdépendant.

Nicolas SCHMITT

*Department of Economics  
University of Western Ontario  
London, Canada*

THOMSON, Robert, *Green Gold: Bananas and Dependency in the Eastern Caribbean*. Londres, Latin American Bureau, 1987, 103p. PEET, Richard, *Manufacturing Industry and Economic Development in the SADCC Countries*. Uppsala-Stockholm, The Scandinavian Institute of African Studies – The Beijer Institute, Coll. « Energy Environment and Development in Africa », no. 5, 1984, 131p. WILLIAMSON, John, *A new SDR Allocation?* Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 7, March 1984, 64p.

Chacun de ces trois livres éclaire un aspect de l'économie du Tiers-Monde: la culture de rapport, les programmes d'industrialisation, les réserves internationales et la dette.

Thomson examine la situation des îles du Vent autrefois anglaises, aujourd'hui indépendantes: la Dominique, Saint-Lucie, Saint-Vincent et Grenade, en tout peut-être un demi-million d'habitants. À la fin du dix-neuvième siècle la culture sucrière des quatre îles entrainait déjà en crise, incapable qu'elle était de faire concurrence à la production mécanisée de Cuba et au sucre de betterave européen (p. 2). En 1925 la Swift Banana Company, filiale de l'entreprise américaine United Fruit, acheta des terres à Sainte-Lucie en vue de la culture des bananiers, opération qui comme celle de la Canadian Buying Company, aussi filiale de la United Fruit, échoua à cause de la « maladie du Panama » à laquelle la variété alors adoptée était vulnérable (p. 3).

Geest Industries entra dans ce domaine en 1952. Geest était marchand de produits horticoles et de fruits et légumes au Royaume-Uni. Le gouvernement britanni-

que aurait encouragé et protégé le développement antillais de cette entreprise d'avenir (p. 28). D'une part, la Seconde Guerre mondiale et la maladie du Panama avaient disloqué l'importation de bananes anglaises; d'autre part les Antilles britanniques avaient été marquées par des troubles économiques et sociaux croissants. Les bananes des Windward Islands, comme celles de la Jamaïque, jouissent toujours – sous « les hideuses complexités de la politique bananière anglaise » pour citer *The Economist* (21 mai 1988, p. 67) – d'une entrée privilégiée au marché britannique, privilège qui a survécu au GATT, à l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, aux trois Conventions de Lomé.

Depuis trente ans, Geest maîtriserait l'industrie des bananes aux Windward Islands (Thomson p. 31), mais en se débarassant de la culture elle-même: les petits cultivateurs, d'après Thomson, endossent avec docilité beaucoup de risque (p. 39). En effet, d'après *The Economist* les fonctionnaires britanniques soupçonnent les importateurs de bananes de détourner (hijack) les profits destinés aux pauvres cultivateurs antillais. Pour Geest PLC les bananes ne représenteraient que 20 % des ventes totales d'une multinationale armée de diversification (Thomson p. 84).

Mais alors que les Windwards dépendent considérablement de la nourriture importée et que la sous-alimentation y est répandue, les cultivateurs se précipitent à planter toujours plus de bananiers en réponse à un boom actuel et aux dépens de leur avenir écologique (pp. 8 et 11). *Green Gold* comprend (pp. 59-82) des études de cas: Sainte-Lucie, La Dominique, Grenade – dont l'invasion en octobre 1983 avertirait quiconque s'écarte de la sphère d'influence américaine (p. 90) – et brièvement aussi la Jamaïque, victime en 1979 et en 1980 (comme en 1988) des ouragans qui menacent en permanence la région (p. 10).

Le premier gouvernement Reagan lança l'Initiative concernant le bassin des Caraïbes, sorte de Caribcan ou Convention de Lomé américaine (p. 9). Or l'industrialisation qui en a résulté provoque souvent la désillusion: « Coûteuse, sans racines, basse technicité, main-d'oeuvre non qualifiée » d'après le premier ministre de Sainte-Lucie (*The Economist*, « A Survey of the Caribbean » 6 août 1988, p. 13). Richard Peet est apôtre de l'industrialisation, mais pour lui l'important c'est la production des moyens de production: « sans ces industries, les pays du Tiers-Monde sont condamnés à rester pauvres, dépendants et donc potentiellement explosifs du point de vue politique » (Peet p. 7).

La SADCC (Conférence coordinatrice sur le développement de l'Afrique australe) comprend l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. En 1988 les accords sur l'Angola (novembre) et la Namibie (décembre) ont peut-être souligné les possibilités de coopération économique entre ces neuf pays. (Un projet qui les intéressait en 1986 était celui du corridor de Beira, port du Mozambique dont la réhabilitation était entravée par les guérilleros RENAMO que soutenait l'Afrique du Sud.)

Peet fournit (pp. 33-50) un résumé compétent de la structure économique de la région SADCC en 1980: l'activité principale, l'agriculture, marquée par un dualisme extraordinaire entre le secteur paysan et les plantations; l'exploitation minière et pétrolière, importante surtout en Zambie mais où l'Angola promettrait beaucoup; l'industrie manufacturière, développée particulièrement au Zimbabwe (en partie à cause de la substitution aux importations pendant la révolte des colons 1965-79). Peet critique le rapport de la Banque mondiale sur l'Afrique au sud du Sahara (1981); il lui préfère – mais non sans quel-

ques objections réalistes – l'oeuvre d'Ann Seidman, économiste à l'Université de Zimbabwe qui préconise le contrôle africain des « sommets dominants » économiques (pp. 51-87). Quant à la Déclaration de Lima, issue de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (pp. 9-19), aux aspirations de l'Organisation de l'unité africaine (pp. 23-26) ou de la SADCC elle-même (pp. 28-30), Peet insiste (sans doute d'accord à cet égard avec les économistes de la Banque mondiale) que « les justes résolutions ne suffisent pas à transformer la réalité matérielle » (p. 83).

Qu'est-ce qu'un SDR (c'est à dire DST: droit spécial de tirage)? C'est une espèce de réserve nationale, pareille à l'or, aux dollars, aux francs suisses. Pourquoi donc une allocation nouvelle de DST? Si vous ne trouvez pas facilement quelque réponse, au moins provisoire, à cette deuxième question il y a gros à parier, je l'ai déjà insinué, que vous n'êtes pas spécialiste du problème de l'endettement des PVD (pays en voie de développement). Problème toujours effroyable, qui a amené la CNUCED, dans son rapport annuel 1988, jusqu'à proposer (en supplément à l'initiative d'allègement qui marqua le sommet de Toronto en juin) la remise de 25 % des obligations des quinze PVD les plus endettés.

L'étude de Williamson est admirable: bien écrite (experte mais dans une large mesure accessible aux inexperts), brève: 41 pages de texte principal. Williamson mentionne (p. 2) que c'est déjà en 1960 qu'un économiste américain d'origine belge énonça la difficulté à laquelle on a donné son nom. Le dilemme de Triffin proposait que si d'un côté les États-Unis éliminaient le déficit de leur balance des paiements, le monde connaîtrait une crise de liquidité, mais que si d'un autre côté ils n'y réussissaient pas, une crise de confiance serait provoquée par l'accumulation de dollars à l'extérieur. C'est essentiellement cette

analyse qui serait à la base du DST, l'instrument de réserve dont le Fonds monétaire international a attribué six allocations à ses pays membres en 1970-72 et en 1979-81 (pp. 9-13). Celle de 1981 est, jusqu'en janvier 1989, la dernière.

D'après Williamson les PVD importateurs de capitaux se trouvaient, en général, dans une situation de manque de liquidité aigu, qui faisait souvent qu'ils acceptaient d'écrasants coûts de court terme humains et économiques; le FMI avait imposé, faute de finances, des programmes de « haute conditionnalité » d'une sévérité regrettable (pp. 25-26). Une évaluation (modeste d'après l'auteur) du manque de réserves de ces pays servait de base à l'allocation nouvelle de DST qu'il recommandait en 1984 (pp. 36 et 41-42).

En 1987 le « Groupe intergouvernemental des vingt-quatre pour les questions monétaires internationales », groupe qui représente les PVD, préconisa, dans un rapport qui reconnaissait l'aide que leur avait apportée Williamson, une allocation DST pour favoriser « l'ajustement uni à la croissance (*IMF Survey* 10 août 1987, pp. 1 et 13). C'est un point de vue que le groupe des Vingt-quatre répéta l'année suivante lors de leur réunion à Berlin-Ouest avant la conférence FMI (*id.* 17 octobre 1988 p. 331).

En mars 1988 Triffin, de nouveau économiste belge, s'était montré encore une fois critique de la situation financière internationale: il rejette en partie sur la politique américaine la responsabilité d'en barrer la réforme, mais davantage sur « les pays qui ont, de leur plein gré, expédié leurs capitaux aux États-Unis » (*id.* 2 mai 1988 p. 141).

*Finance and Development*, revue trimestrielle du FMI et de la Banque mondiale, offrait comme premier article de son numéro de juin 1988 une interview que

leur accordait Michel Camdessus, directeur général du Fonds.

*F & D. On sait que, personnellement, vous êtes partisan d'une allocation nouvelle de DST. Quelles sont les raisons de la difficulté à tomber d'accord là-dessus?*

*Camdessus. C'est simplement que l'appui général nécessaire à une allocation n'existe toujours pas au sein de notre Conseil d'administration (p. 4).*

Frank DAVIDSON

*Département des sciences économiques  
La Trobe University, Melbourne, Australie*

## ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

DAVID, Charles-Philippe, « *La France face aux nouveaux enjeux stratégiques* ». Montréal, Éditions du Méridien, Coll. « Études stratégiques », 1988, 170p.

L'auteur de cet excellent petit livre de 168 pages est professeur de relations internationales et d'études stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean, à Saint-Jean-sur-Richelieu, au Canada. Il a écrit cet ouvrage préfacé par l'amiral P. Lacoste, président de la Fondation pour les Études de Défense Nationale, à la suite d'un stage effectué précisément auprès de la FEDN en 1987. « Cet ouvrage contribuera, écrit l'amiral Lacoste, à la diffusion des conceptions françaises dans des milieux qui les connaissent mal ». En effet, la position de la France sur les questions de Défense et de Sécurité est originale à l'intérieur de l'Alliance atlantique; ayant quitté les structures militaires intégrées de l'OTAN en 1966, notre pays a fondé sa politique de dissuasion nucléaire sur deux concepts fondamentaux: la volonté d'autonomie quant

au pouvoir de décision, la solidarité avec ses alliés puisqu'elle est liée à eux par une « communauté de destin ».

Le livre de ce spécialiste des questions stratégiques comprend 6 chapitres. Après avoir rappelé que la France est la 3<sup>ème</sup> puissance nucléaire mondiale et qu'elle joue un « rôle essentiel pour la sécurité du Vieux Continent », l'auteur analyse dans le premier chapitre – assez court (10p.) – les « Défis stratégiques des années 1990 » –. Ceux-ci sont principalement au nombre de deux: le mouvement vers la défense antimissile posé par l'initiative du Président Reagan du 23.3.1983 (projet IDS) et le problème de la protection américaine de l'Europe (doctrine FOFA, affaire des euromissiles, rôle des armes nucléaires). Dans un second chapitre très substantiel, technique, bien documenté, Ch.-Ph. David étudie « La force de dissuasion et les choix stratégiques de la France ». Sont exposés ici à grands traits les origines historiques et les fondements diplomatico-stratégiques de la F.N.S. française, puis les choix qu'il convient de faire pour maintenir crédible et moderniser la force nucléaire (cf. le rapport de J.P. Bechter et P.A. Wiltzer de 1986 et les options arrêtées par la loi de programmation militaire du gouvernement Chirac pour la période 1987-1991) dans ses composantes stratégiques et préstratégiques (ANT), enfin l'avenir de la FNS face aux défenses antimissiles, avec une école optimiste et une école pessimiste.

Le troisième chapitre est tout entier consacré aux « Réactions de la France face aux nouveaux enjeux stratégiques » (pp. 55 à 86). Le premier enjeu est évidemment l'IDS, sujet aussi complexe que politiquement délicat pour les gouvernants français. Selon l'auteur, ceux-ci ont adopté – entre mars 83 et avril 88, c'est-à-dire sous les gouvernements Fabius et Chirac (86-88 période de cohabitation) – cinq positions différentes: il y a eu d'abord une « phase